

« Le féminisme ne nous a pas été appris par l'Occident » – Interview de Fatma Oussedik

La femme algérienne est « la dominée du dominé » dans une société dominée par les pays occidentaux. A partir de cet angle d'attaque, le seul qui puisse appréhender toutes les formes de domination et d'aliénation, la sociologue Fatma Oussedik analyse minutieusement les logiques sociales à l'œuvre qui cantonnent la femme algérienne à une place mineure. Loin de céder aux sirènes du féminisme occidental, qui d'une certaine manière endosse la mission de l'impérialisme, à savoir « émanciper » la femme musulmane, Fatma Oussedik sort des sentiers battus pour mettre en lumière d'autres modes d'émancipation de la femme algérienne. Celle-ci peut trouver, et l'histoire le montre, une voie politique nouvelle, située aux antipodes du patriarcat et du paternalisme féministe d'Occident. En prenant les armes en 1954, les femmes algériennes ont décidé seules, librement, de participer au projet de libération nationale. Comité Action Palestine

A la veille des élections législatives algériennes, la sociologue et directrice de recherche associée au Cread, Fatma Oussedik analyse l'évolution du rôle des femmes dans la sphère publique et politique en Algérie. L'auteure du livre *Itifaqate* revient dans cet entretien pour *al Akbar* sur les mutations profondes et nouvelles stratégies d'émancipation des femmes algériennes.

Propos recueillis par Lina Kennouche et Tayeb El Mestari pour *Al-Akhbar*.

Quelle est la représentation des femmes algériennes dans ces

élections législatives et comment a-t-elle évolué au cours des dernières élections ?

Cette représentation obéit à un quota. Le président Bouteflika a fait voter une loi qui fixe à 33 % la représentation des femmes dans chaque liste électorale. C'est donc l'effet autoritaire qui a permis une telle présence. On peut dire que c'est l'un des taux les plus importants du monde arabe et même en comparaison à des pays occidentaux. Faut-il en conclure que les femmes sont représentées politiquement? Je n'irai pas jusque là. Depuis 2012, on a un minimum de recul pour voir comment les partis obéissent à cette règle.

Aujourd'hui lorsque l'on observe la société algérienne, on constate que les femmes tout en affichant par leur code vestimentaire leur attachement aux préceptes religieux quittent l'espace clos pour investir dans la sphère publique des lieux autrefois réservés aux hommes. N'y a-t-il pas eu un processus de redéfinition du rôle de la femme algérienne dans l'espace public?

J'ai dirigé une enquête au Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD) publiée sous le titre « mutations familiales en milieu urbain ». Elle a concerné 1200 familles dans 12 villes d'Algérie. L'une des conclusions principales de cette enquête est que les femmes sont l'acteur principal de la mutation. En Algérie, la notion de femme au foyer, c'est à dire une femme qui se définirait ou s'appréhenderait au service du seul foyer, n'a plus de sens. L'une des causes principales de cette transformation réside dans la hausse de la scolarité des filles qui a été spectaculaire dans notre pays. Si le phénomène de féminisation des savoirs est mondial, en Algérie le processus a été très rapide. La formation des femmes dans toutes les disciplines a entraîné une redéfinition de leur place dans l'espace public avec l'accès à l'emploi. Aujourd'hui la femme en Algérie est l'acteur économique principal dans le foyer. Elle fait le marché, prend les décisions d'achat, gère le budget familial,

s'occupe des démarches administratives. Celles qui ne travaillent pas se définissent comme « chômeuse » et non pas comme femmes au foyer.

Mais depuis 2001, l'emploi féminin a baissé de façon importante. De plus en plus de femmes sont cantonnées dans le secteur informel. Or, c'est un problème grave dans la mesure où sans autonomie économique, elles ont peu de chances d'accéder à d'autres formes d'autonomie. Par ailleurs on constate, qu'elles sont rentrées de plain-pied dans le marché mais le feu s'est externalisé. Aujourd'hui les plats cuisinés, les produits alimentaires transformés sont achetés, et certains objets qui servaient autrefois à la préparation des mets traditionnels ont disparu. De ce point de vue, nous avons assisté à des mutations fondamentales.

Vous attribuez ces mutations à la scolarisation des femmes, et l'entrée de l'Algérie dans le marché mondial, mais est ce que le mouvement islamiste n'a pas également permis aux femmes des stratégies féministes en s'appuyant sur le dogme religieux pour investir l'espace public?

Avec et sans hijab les femmes sont sorties. Pendant le ramadan, il y a des légions de femmes seules qui se rendent à la mosquée, échangent dans la rue, sortent dans les cafés, et certains imams s'en offusquent. Ces femmes se sont emparées de l'islam en revendiquant leur connaissance des textes religieux. C'est toujours le savoir qui fait la différence. A l'université, de nombreuses filles issues des milieux défavorisés, voilées, sont présentes et rien ne leur serait fermé du fait de l'islam. De plus en plus de filles étudient dans les instituts de théologie et écrivent sur l'islam. C'est un processus irréversible. C'est essentialiser les rapports sociaux que de les réduire à l'identité religieuse. Les femmes se sont emparés de la norme religieuse pour revendiquer l'égalité. Mais il y a encore du chemin à parcourir. En Iran, les femmes ont un accès beaucoup plus important à l'emploi, elles ont une vraie parole. Nous ne devons pas oublier qu'en

Algérie, c'est une société postcoloniale et l'enjeu de la femme est un enjeu très lointain. Il faut remonter à l'époque coloniale avec ce moment emblématique où les colons arrachent le voile aux femmes algériennes. Aujourd'hui les pays du Nord sont encore très attentifs à la société algérienne pour mesurer son développement démocratique. Le nombre de femmes voilées est pour eux un indicateur d'adhésion ou pas à leur civilisation et à leur culture. Les politiques algériens sont très conscients de cet enjeu, et veulent se présenter à l'international comme des démocrates et des modérés en adoptant, par exemple, des textes comme celui portant sur le quota. Ils montrent ainsi que les femmes sont représentées à l'assemblée, que la parité est respectée, etc. Cependant, les concepts ne peuvent pas être simplement importés. Il existe des conditions objectives de leur production. Le gouvernement a fait le choix de la parité, mais c'est absolument formel. De la même façon, la question des quotas pose non pas seulement la question des femmes mais celle aussi de la qualité du processus démocratique en Algérie. Imiter la procédure des quotas en Suède ne signifie pas que l'Algérie arrivera au même résultat. Dans une situation non démocratique où il s'agit de définir une clientèle du système, les femmes sont comme les hommes : elles font partie de cette clientèle. Elles ne représentent pas plus les femmes qu'hier mais le système qui les a cooptées.

Pour revenir à la question de l'égalité, pensez-vous que le féminisme ai aujourd'hui un sens en dehors du combat pour la justice sociale ? Comment articulez-vous la question de la lutte pour l'émancipation des femmes à celle des rapports de classes ?

Le féminisme est différent selon les lieux où il se réalise mais il est toujours une aspiration à davantage de droits et devrait toujours être une aspiration à l'égalité, une volonté de se désaliéner. Ceci étant, pour moi, la position des femmes, c'est d'abord la position du dominé. Dans un pays lui-

même dominé par l'impérialisme, la femme incarne le dominé du dominé. Le féminisme est pour moi un formidable instrument de déconstruction de la domination, qu'il s'agisse des anciennes puissances coloniales comme celle des systèmes en place. Il est très difficile de remettre en cause un processus de domination depuis la position la plus fragile qui est celle de la femme. Lorsque j'analyse l'emploi féminin en Algérie, je ne dis pas « les hommes sont méchants et ne nous donnent pas d'emploi ». Je dis « l'insertion du système économique algérien dans le marché mondial dépendant de la rente ne porte pas sur la production. Et la rente intègre principalement les hommes ». Lorsque l'on sait que l'accès à tous ces circuits dépend davantage du capital social que des agences d'intermédiations pour l'emploi, on comprend que le capital social de la famille se met davantage au service des hommes que des femmes. Dans notre enquête, nous avons pu constater que ce sont les femmes qui ont le plus recours aux agences d'intermédiation, les hommes misent toujours sur le capital relationnel. Vivant de la rente pétrolière, l'Etat s'est désengagé des secteurs de production et de services, dans lesquels les femmes étaient très présentes. Ce désengagement a entraîné un chômage important. En prenant l'exemple emblématique du complexe pétrolier d'Hassi-Messaoud, où dans les années 90 des femmes ont été battues, violées, enterrées vivantes, l'observation montre que l'événement s'est déroulé dans une zone où le chômage battait son plein. Dans cette ville où l'économie repose sur des champs pétroliers, il y avait d'un côté des résidences pour les femmes cadres qui ont fait leur études à l'étranger et vivent sur des sites gardées, et, de l'autre, les prolétaires qui s'étaient aménagées un quartier. Suite au prêche d'un imam qui accusait les femmes d'avoir volé le travail des hommes, des jeunes se sont rués vers le quartier des femmes et les ont lynchées. Comment analyser ce fait? En essayant d'y mettre de la pensée et de la raison et non en accusant de manière simpliste les islamistes et l'islam. Ces femmes, pour leur majorité, venaient de Sidi bel Abbès, où elles travaillaient dans un complexe

électronique, fleuron de l'industrie, qui salariaient 5 000 femmes. Avec le démantèlement de l'industrie, auquel a procédé en particulier M. Ouyahia, 4 000 femmes et leurs familles se sont retrouvées au chômage. Or le salaire avait non seulement changé les modes de consommation mais également les mentalités. Ces femmes ont compris qu'elles pouvaient également travailler ailleurs et ont fait montre de mobilité. Quitter sa famille, l'enclos du patriarcat, pour aller travailler, en tant que sujets individuels, à Hassi-Messaoud, était quelque chose d'iconoclaste en Algérie. C'est cela qui est entré en contradiction avec le système qui, lui-même, a besoin, pour contrôler toute cette force de travail féminine qu'il a qualifié et qu'il n'emploie pas, d'une famille patriarcale forte. Or le départ de ces filles pour Hassi-Messaoud est une contradiction sociologique majeure et elles ont été réprimées à ce titre.

Pourtant la société algérienne et les femmes ont déjà fait l'expérience de cette mobilité avec les maquisards au moment de la guerre de libération?

Oui mais la guerre de libération est un événement exceptionnel. Je viens d'une famille qui a été très intégrée au mouvement national, et j'ai vécu ma petite enfance avec les Moudjahidates que je connais individuellement. Or, ce que l'on peut observer c'est qu'à l'indépendance, il leur a été demandé de retourner dans leur famille. On leur dit « c'est fini, vous avez fait votre devoir vis à vis de la société donc vous rentrez à la maison, vous êtes des femmes de famille ». J'ai interviewé avant sa mort, Mamiya Chentouf, la secrétaire générale adjointe du Parti du Peuple Algérien de Messali el Hadj, militante majeure pendant la guerre de libération qui avait créé la première association de femmes en 1947. Elle m'a confié que l'échec de sa vie était l'adoption du code de la famille. Mamiya Chentouf avait été, après l'indépendance, à la demande de l'ex président Houari Boumédiène, la première présidente de l'Union nationale des femmes algériennes (UNFA)

et avait provoqué une immense manifestation de femmes dans Alger contre les premiers projets du code de la famille qui ont été finalement annulés parce que les autorités à l'époque n'avaient pas osé affronter les anciennes militantes. Moi je suis toujours très émue quand je pense à aux maquisardes, imaginez ces jeunes filles de 18 ans qui vivaient dans des familles traditionnelles qui l'étaient d'autant plus que face au colonialisme, il fallait se préserver de la volonté de déstructuration de la société algériennes. Ces filles étaient parties pour rejoindre le maquis avec des hommes, elles se sont battues pendant la guerre, certaines les armes à la main comme Toumiya Laribi que l'on a surnommé Baya el kahla, et à l'indépendance ces femmes héroïques doivent retourner dans leur famille. On ignore le changement pour la personne, on oublie que le combat pour l'égalité avec les Français a comme prolongement naturel le combat pour l'égalité avec les hommes dans la société algérienne. J'ai vécu un événement formidable au moment où nous étions en Tunisie avec le Gouvernement provisoire de la République Algérienne. Le GPRA a créé une maison des filles pour accueillir les maquisardes. Il a placé à sa tête mes parents, Pierre et Claudine Chauley pour prendre en charge ces filles. En revanche les jeunes hommes qui sortaient du maquis obtenait des studios. Quand Baya a été invitée à s'installer dans cette maison, elle s'est offusquée. Pourquoi elle, qui s'était battue sur un pied d'égalité avec ses camarades masculins, devait maintenant retourner dans une ambiance familiale, alors qu'eux occupaient un studio. Pour dénoncer cette situation, elle a publié dans le journal tunisien une annonce en ces termes « ancienne maquisards cherche emploi femme de ménage couchante », ce qui a été perçu comme une humiliation. Il faut donc comprendre que les luttes des femmes ont été constantes en Algérie, le féminisme ne nous a pas été appris par l'Occident. Moi je suis une féministe algérienne et j'ai appris le féminisme de Baya, de ma mère et de toutes celles qui se sont battues, j'essaie à mon tour de le transmettre à ma fille, mes étudiantes, aux jeunes féministes. L'accès à l'égalité est naturelle et nous devons

nous battre à l'intérieur de notre société en fonction de nos valeurs pour imposer cette idée.

Version arabe publiée sur Al-Akhbar le 4 mai 2017

<http://www.al-akhbar.com/node/276677>